

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/59

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux Affaires  
extérieures, devant  
l'Association des Études  
canadiennes aux États-Unis

MONTREAL, le 9 octobre 1987

OTTAWA

Le 28 octobre 1987

Monsieur le Président, c'est vraiment un privilège pour moi que d'être ici, particulièrement devant un auditoire si important et si enthousiaste. J'ai écouté avec un vif intérêt l'histoire de votre réussite, comment vous avez eu un début modeste et avez pris de l'essor. Ce qui m'a plutôt surpris, ce n'est pas que vous ayez réuni ici 550 personnes, mais que vous sembliez déterminé, à un certain moment de la soirée, à présenter chacune d'entre elles!

Voici venu, certes, grâce à vos excellents préparatifs et à votre collaboration avec les négociateurs commerciaux des deux pays, le moment idéal de parler des relations canado-américaines, après l'annonce de l'entente réalisée sur les principes d'un accord historique de libre-échange.

Au Canada, le débat sur le libre-échange remonte à 1854, avant même que le pays ne devienne une nation. Plus tard, trois ans seulement après la Confédération, sir John A. MacDonald se faisait l'adversaire du libre-échange à la Chambre des communes. Et, comme le sait quiconque étudie l'histoire canadienne, le gouvernement de sir Wilfrid Laurier a été battu à plate couture en 1911 en raison d'un programme axé sur ce qu'on appelait alors la "réciprocité". Mais ces faits historiques doivent être vus dans le cadre de l'époque et du lieu où ils se sont produits.

Par exemple, il n'était guère surprenant qu'au XIX<sup>e</sup> siècle les Canadiens, qui se souvenaient des tentatives américaines faites jusqu'en 1870 pour renverser notre gouvernement, fussent énergiquement opposés à une libération du commerce avec un pays qui constituait, à leurs yeux, un ennemi. Et, du temps de Laurier, l'intérêt américain dans le commerce était vu, non sans raison, comme une façade masquant les visées expansionnistes des États-Unis.

Mais ce qui constituait un souci légitime en 1911 est tout simplement déplacé aujourd'hui: la notion d'une mainmise des États-Unis sur le Canada fait figure de théorie dépassée. Le Canada n'est plus une colonie qui n'a pas atteint la maturité et cherche à se définir; les Américains n'ont plus l'impression, fausse d'ailleurs, que les Canadiens veulent ou doivent devenir partie des États-Unis ou de tout autre pays.

Dans les négociations actuelles, la tâche consistait donc à déterminer si deux pays souverains, unis par de nombreux liens mais ayant une histoire, une nature et des programmes différents, pourraient élaborer un accord dont les effets seraient avantageux pour l'un comme pour l'autre.

Et l'accord a dû être réalisé pendant ce qui représentait peut-être les heures les plus sombres de l'histoire récente du commerce. Les États-Unis, habitués à être la nation commerçante la plus prospère du monde, ont actuellement un déficit de 170 milliards \$. Le Canada ne compte que pour une fraction de ce montant -- selon les statistiques que l'on choisit, moins de deux et demi pour cent. Qui plus est, à la différence de certains autres pays, nous nous sommes fait un point d'honneur à demeurer loyaux dans nos rapports commerciaux avec les États-Unis. Plusieurs faits méritent d'être pris en considération pour situer la question dans sa juste perspective:

- le Japon vend aux États-Unis pour 57 milliards \$ de marchandises et n'en achète que pour environ 23,5 milliards \$.
- Taïwan vend pour 15 milliards \$ en marchandises aux Américains, mais n'importe qu'environ un tiers de ce montant des États-Unis.
- La Corée du Sud vend pour près de 10 milliards \$ aux États-Unis, mais n'achète que pour seulement 6 milliards \$.
- Le Canada, par contraste, vend pour 66 milliards \$ de marchandises aux États-Unis (presque autant que le Japon et Taïwan réunis) et achète pour 46,5 milliards \$ des États-Unis -- soit plus que le Japon, la Corée du Sud et Taïwan réunis.

Par surcroît, les États-Unis vendent davantage aux 25 millions d'habitants du Canada qu'aux 280 millions d'Européens du Marché commun. Et leurs exportations au Canada sont plus du double de ce qu'ils vendent au Japon. Bien que nous soyons le marché le plus important pour les biens et services américains -- nous achetons 20 % de toutes les exportations américaines --, l'an dernier les États-Unis ont acheté dix pour cent de plus du Japon que du Canada.

Malgré ces faits, les législateurs américains, dans leur colère face aux pratiques commerciales de divers pays, ont souvent porté des coups aveugles qui ont atteint le Canada.

Voilà qui n'est guère propice à un climat de détente, et nous devons tous faire en sorte que le Congrès américain juge cet accord quant au fond. Ce débat sera d'autant plus intéressant pour le Canada qu'il peut fort bien avoir pour effet de mieux faire connaître notre pays au Congrès.

Ceux d'entre vous qui ont des doutes sur la valeur ou la sagesse d'un accord commercial ne doivent pas oublier que cet accord sera peut-être plus efficace pour réaliser vos objectifs que vous ne l'êtes vous-mêmes. N'est-ce pas là une juste raison de se montrer modeste?

Monsieur le Président, l'intérêt de votre association réside dans l'avenir et la diversité des relations canado-américaines et je ne vais donc pas parler uniquement de commerce ce soir. Je commencerai par mentionner avec quelle rapidité les conditions changent en dehors de l'Amérique du Nord -- en Afrique du Sud, en Union soviétique, en Chine, ailleurs en Asie, dans la Communauté européenne, dans certaines parties d'Europe de l'Est, apparemment parmi les cinq pays d'Amérique centrale, peut-être même au Moyen-Orient. Certains des changements seront peut-être éphémères, mais le fait est que le monde n'est plus comme il y a cinq ans, et il ne faut guère se surprendre des changements qui se produisent entre nos deux pays et à l'intérieur de chacun.

Pour quiconque a observé cette évolution, les changements survenus au Canada n'ont pas de quoi surprendre. Il y a trente ans, notre pays élisait pour la première fois un Premier ministre qui était d'origine ni anglo-saxonne ni française.

M. Diefenbaker eut tôt fait de rompre avec d'autres traditions, en nommant au Cabinet, pour la première fois, un ministre d'origine canado-ukrainienne et une femme, et en accordant aux Indiens du Canada le droit de vote. Trois ans après son élection, la Révolution tranquille soulevait le Québec et, moins de dix ans plus tard, l'énergie, au Canada, devenait assez importante pour donner aux provinces de l'Ouest une certaine influence sur la destinée du pays. Aujourd'hui, le Canada est officiellement bilingue et aussi multiculturel, tant dans nos politiques que dans la réalité de tous les jours. Mais il y a plus important encore: les Canadiens ont vu grandir leur confiance en eux-mêmes. Les Canadiens francophones et les Canadiens de l'Ouest ne se sentent plus inférieurs; nous nous sentons peut-être encore mal traités, mais il y a une différence: il ne s'agit plus de simple acceptation, mais d'affirmation de soi. En même temps, nous avons connu au Canada d'autres changements profonds, qui se sont manifestés au plan international: la télévision, avec tous les changements qu'elle a suscités, une évolution encore plus poussée de la technologie, la montée des femmes vers l'égalité. Les Canadiens, autrefois repliés sur eux-mêmes, s'ouvrent maintenant vers de nouveaux horizons et se font une réputation partout dans le monde -- dans les affaires, dans les

arts, la diplomatie, les sciences, les sports et d'autres domaines.

Notre pays a acquis beaucoup plus de confiance en lui-même pendant les quinze dernières années. Je parle maintenant comme un acteur qui, dans cette évolution, a pu jouer des rôles différents, certains plus satisfaisants que d'autres, il faut l'admettre. Au cours des 15 dernières années, j'ai présidé le Comité du Cabinet chargé du commerce avec les États-Unis, je suis resté fidèle à mes idées, j'ai dirigé l'opposition tant au Programme énergétique national qu'à la proposition constitutionnelle de M. Trudeau, j'ai participé aux initiatives généreuses prises par des collectivités canadiennes en réponse à la famine en Afrique et au triste sort des réfugiés de la mer et, - c'est peut-être là que j'ai le plus appris -, j'ai rendu visite, non pas régulièrement, mais assez régulièrement, à Nakusp, à Vineland et Paspébiac, à Old Crow et à Witless Bay, et à d'autres endroits du Canada dont vous n'avez sans doute jamais entendu parler. L'un des traits particuliers de ma profession est qu'il me faut souvent traverser le pays et que j'ai la chance de voir des régions que je ne connaissais pas auparavant, de discuter de vive voix avec les Canadiens et de voir l'évolution du pays.

Si je puis m'exprimer ainsi en tant qu'Albertain, et Canadien de l'Ouest, je dirai, bien qu'il en ait sans doute été question dans des débats déjà engagés ici, que l'un des grands changements survenus dans notre pays s'est produit indubitablement dans la province où vous tenez cette réunion, et qu'il concerne le rôle et la place au Canada des Canadiens francophones. C'est une question qui a une longue histoire et qui a revêtu beaucoup d'importance pour le pays. Mais ce changement n'a été pas le seul, car nous avons assisté également, à mon humble avis, à une autre transformation majeure lorsque les Canadiens sont devenus plus sûrs de leurs capacités et ont commencé à s'affirmer et lorsque les gens de l'Ouest ont senti qu'ils avaient, eux aussi, leur mot à dire dans la conception de la vie nationale.

Je me souviens du moment où j'ai obtenu mon premier emploi d'été à Toronto en 1960; j'étais très fier et je suis allé en parler à un homme que je respectais, en Alberta. "M. Watkins, disai-je, je viens d'obtenir un emploi d'été à Toronto." Me regardant, il s'est exclamé: Pourquoi? Cela exprimait alors une attitude assez répandue dans l'Ouest du Canada. Un sentiment de ne pas être bienvenu dans l'Est, mais aussi une attitude qui fait que l'on ne veut pas vraiment aller de l'avant et essayer de

s'intégrer aux autres. Je crois que les choses ont changé au cours des dernières années et c'est un changement qui, tout en différant par sa qualité et ses répercussions de ce qui s'est produit dans cette province-ci, mérite aussi entièrement d'être compris, je crois, par les gens soucieux de mesurer le terrain d'entente et les différences entre deux peuples d'origine européenne, qui se sont installés sur ce continent avec chacun ses traditions, qui ont évolué avec des desseins différents et qui sont devenues des sociétés différentes n'ayant pas le même sentiment d'identité.

Ce que nous, Canadiens, devons vaincre aux États-Unis, c'est plus souvent l'indifférence que l'hostilité. Ironie du sort, c'est parce que le Canada et les États-Unis, durant le siècle écoulé, ont été généralement des amis et des alliés. Pourquoi vous inquiéter au sujet des bons types, là-haut, quand vous vous sentez menacés par des gens plus difficiles ou plus intéressants à des milliers et des milliers de kilomètres de distance? Pourquoi traiter avec la moitié du continent quand vous avez une île comme objet de préoccupation?

Nous sommes tous prisonniers de l'histoire.

Mais ce genre d'attitude rend possible, par exemple, qu'un article du Washington Post soit reproduit dans l'International Harold Tribune pour expliquer que les médias canadiens parlaient du coureur Ben Johnson comme d'un "Canado-jamaïcain". Cela était offert comme preuve que cet athlète n'est pas entièrement accepté ici. L'idée que des gens puissent se désigner à la fois sous leur nationalité d'origine et leur nationalité canadienne, idée qui cadre entièrement avec la manière dont nous nous voyons dans ce pays, n'est pas en harmonie avec la notion américaine du creuset de diverses nationalités et, par conséquent, on y songe guère la plupart du temps.

Mais ce ne sont pas seulement les Américains qui ne connaissent pas le Canada. Beaucoup de nos propres gens - beaucoup de nos propres institutions - ne savent pas bien ce que la nation est en train de devenir, et encore moins ce qu'elle peut devenir. Pour chaque Texan qui croit que nous vivons dans des igloos, il y a un Torontois qui ignore dans quelle mesure la ville de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick s'est transformée au cours des dix dernières années. Il y a un habitant de la Colombie-Britannique qui ne sait pas que huit pour cent des habitants de la communauté urbaine de Toronto parlent l'italien comme langue maternelle, que près de cinq pour cent parlent le chinois, et que près de trois pour cent parlent le portugais.

Nous avons au Canada même des images dépassées de nous-mêmes. Beaucoup de Canadiens seraient surpris d'apprendre que leur pays, que les gens d'ici sont les premiers au monde dans le domaine des communications -- comme nous avons toujours dû l'être, étant donné les réalités de notre géographie et de notre climat. Nous sommes des investisseurs qui s'élancent vers l'extérieur avec le point de vue de quelqu'un d'autre; nous, les Canadiens, faisons des investissements à l'étranger dans une proportion qui atteignait 54,2 milliards \$ à la fin de l'an dernier.

Le Canada refait littéralement le visage des villes américaines. La société Olympia et York, qui a son siège à Toronto, ainsi que d'autres sociétés canadiennes sont de gros investisseurs à New York, à Washington et à Los Angeles, sans mentionner Denver, Minneapolis, Houston et Dallas. Le Canada investit davantage de capitaux, en termes absolus, aux États-Unis que presque n'importe quel autre pays ne le fait; nous investissons davantage d'argent aux États-Unis, par personne, que n'importe qui si ce n'est les Américains eux-mêmes.

Nous exportons, non seulement l'art d'Antonine Maillet, d'Anne Murray, de Robert Charlebois, de Robertson Davies, du Cirque du Soleil, de Margaret Atwood et de Ginette Reno, mais aussi l'architecture de Carlos Ott, d'Arthur Erickson, de Barton Meyers et des Parkins. Certains de nos couturiers sont aussi célèbres à Paris qu'à Toronto, et nos scientifiques sont parmi les plus éminents du monde dans des domaines aussi différents que la dystrophie musculaire et la neurologie.

Nous avons chez nous certains des penseurs les plus audacieux du XX<sup>e</sup> siècle, des personnes dont les idées nous ont transformés, ont changé le monde et ont changé la manière dont les gens conçoivent ce monde. Il en est ainsi, certainement, des oeuvres de Marshall McLuhan, de Northrup Frye et de Barker Fairley.

Nous mettons en oeuvre de nouvelles idées en matière de relations avec les peuples autochtones et, si le processus se révèle parfois difficile ou ardu, c'est parce que nous explorons des voies jamais utilisées auparavant. Nous avons modifié nos notions de l'égalité des sexes; notre droit de la famille, fédéral et provincial, ouvre des perspectives nouvelles dans bien des domaines. Deux de nos distingués juges de la Cour suprême sont des femmes et notre Constitution assure aux femmes l'égalité et la justice. Nous sommes parmi les champions les plus énergiques de la réforme des Nations Unies, notamment de la campagne qui a

abouti à la nomination, pour la première fois (après quarante et un ans d'établissement de normes pour d'autres peuples) d'une femme sous-secrétaire général. Nous sommes fiers du fait que c'est une Canadienne, M<sup>me</sup> Thérèse Paquet-Sévigny, qui a bénéficié de cette nomination au poste de sous-secrétaire permanent des Nations Unies.

Ce pays a changé d'une manière qu'il était impossible d'imaginer il y a dix ans. Je ne puis vous dire si la réciprocité aurait été une bonne idée en 1911. Je ne suis même pas intéressé à débattre la question de savoir si la création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger était une bonne idée en 1973. La question n'est pas là. C'était en ce temps-là et nous sommes à une autre époque. Ce qui est en jeu, ce n'est pas le passé du Canada mais la force de son avenir.

Durant tout ce temps-là, les Canadiens ont eu des opinions très prononcées au sujet des États-Unis. La raison est en partie historique: tout comme l'Amérique est née du désir de ne pas être Britannique, le Canada est né avec la détermination de ne pas être Américain. En un sens, nos histoires respectives sont de simples images: les défaites américaines pendant la Révolution et au cours de la guerre de 1812 étaient des victoires canadiennes. Le nom de Benedict Arnold évoque quelque chose de très différent pour un écolier de Sudbury, en Ontario, et pour un écolier de Plattsburg, dans l'État de New York. L'anti-américanisme canadien a probablement atteint un point culminant à la fin des années 60, lorsque beaucoup de Canadiens, opposés à la guerre du Vietnam, ont ouvert leurs portes aux conscrits récalcitrants; c'est ainsi que nous avons recueilli les avantages très variés de la présence sur notre sol des meilleurs éléments de toute une génération de jeunes Américains doués. Ce qui est intéressant, c'est que beaucoup des Américains qui sont venus ici ont maintenant transcendé la cause de leur venue au Canada et, comme tant de Canadiens d'autres origines, appliquent maintenant leurs talents à l'essor d'un Canada qui a davantage confiance en lui-même.

Cette nouvelle maturité, je crois, permet de comprendre ce qu'est le pays et ce qu'il devient. Cette nation a grandi, même si certains de nos citoyens ont encore le réflexe de trouver refuge dans de vieilles craintes et de vieux rêves. Le débat du commerce cristallisera cette question et il est grand temps qu'il en soit ainsi. Le Canada a trop de défis à relever dans l'avenir pour s'enliser dans des querelles sur le passé. Il y aura toujours des différences entre le Canada et les États-Unis,

et certaines d'entre elles resteront sérieuses. Nous sommes après tout des nations distinctes. Mais l'époque des craintes et des divergences automatiques est maintenant révolue.

Il est une autre dimension des relations canado-américaines que cet accord met en lumière, et je veux parler de la manière dont deux pays oeuvrent ensemble. Nous sommes des sociétés différentes avec des désaccords importants sur tout, de A à Z, des pluies acides au Zimbabwe.

Nous avons d'importants désaccords. Les conflits faisant la manchette, ces désaccords viennent à être bien connus, mais ils ne constituent qu'une partie de la question. L'autre partie est que nos deux pays travaillent ensemble à créer des institutions et des pratiques internationales d'une solidité tout à fait remarquable et d'une valeur incalculable pour le monde.

Par exemple, cette année marque le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de la Commission mixte internationale, qui tranche les différends relatifs aux eaux et aux frontières -- questions extrêmement délicates -- et qui s'acquitte de sa tâche avec impartialité, efficacité et, parfois, d'une manière quasi-géniale. Nos deux pays, avec d'autres alliés, ont créé l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, qui contribue depuis quatre décennies à protéger de la conflagration un continent déjà ravagé par deux guerres entre le début du siècle et 1945. Un accord signé par Franklin Roosevelt et Mackenzie King au temps de la grande dépression économique -- un accord commercial bilatéral - est devenu la base de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce -- le GATT qui, à son tour, est en majeure partie responsable de la prospérité que le monde a connue depuis qu'il est entré en vigueur.

Cet exemple est particulièrement d'actualité aujourd'hui. Il y a un an, à Punta del Este, en Uruguay, le Canada et les États-Unis étaient parmi les nations qui réclamaient une nouvelle ronde étendue de négociations commerciales multilatérales, qui engloberaient de nouvelles questions comme les services. Cette ronde a été lancée, et elle représente notre meilleur espoir de maintenir et d'élargir la prospérité mondiale.

Si le Canada et les États-Unis ne s'étaient pas mis d'accord sur un traité bilatéral, à l'intérieur du GATT, cela aurait été signe de malheur pour le reste du monde du commerce. Si nous ne pouvions tomber d'accord, qui dans le monde le pourrait?

Mais un accord s'est réalisé, et nous espérons qu'il sera un bienfait pour les deux pays. Cela est également un signe et un message, un signe de sérieux et un message d'espoir pour d'autres pays qui ont besoin du commerce pour croître.

Les questions en cause se rejoignent donc -- aux États-Unis, la question du protectionisme ou de la concurrence; au Canada, celle de la confiance ou de la peur; et, dans l'ensemble du monde, la possibilité qui existe encore de bien faire fonctionner le système international.